



COMMUNIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

No 3

OTTAWA, LE 13 JANVIER 1962

PUBLIER IMMÉDIATEMENT

SEPTIÈME RÉUNION DU COMITÉ CANADA-ÉTATS UNIS
DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

COMMUNIQUE

La septième réunion du Comité Canada-États-Unis du commerce et des affaires économiques a eu lieu à Ottawa les 12 et 13 janvier 1962, sous la présidence de M. Donald M. Fleming, ministre des Finances.

2. Les États-Unis étaient représentés par H. C. Douglas Dillon, secrétaire au Trésor; M. Stewart Udall, secrétaire de l'Intérieur; M. Orville L. Freeman, secrétaire à l'Agriculture; M. Luther H. Hodges, secrétaire au Commerce; M. George J. Ball, sous-secrétaire d'État. La délégation des États-Unis comprenait aussi M. Livingston T. Merchant, ambassadeur au Canada.

3. Le Canada était représenté par M. Howard Green, secrétaire d'État aux Affaires extérieures; M. Donald Fleming, ministre des Finances; M. George Hees, ministre du Commerce; M. Alvin Hamilton, ministre de l'Agriculture. La délégation du Canada comprenait aussi M. A.D.P. Heeney, ambassadeur aux États-Unis.

4. Le Comité a noté que le niveau de l'activité économique s'est amélioré dans les deux pays depuis sa dernière réunion, qui s'est tenue à Washington en mars 1961. Il juge fort important que l'on parvienne à assurer une croissance économique soutenue conformément à la résolution adoptée le 17 novembre par la première réunion

ministérielle de l'OCDE. On n'arriverait sans doute pas à ce but sans les mesures visant à l'expansion du commerce mondial.

5. Les ministres canadiens ont réitéré leur appui à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, ainsi que le désir du Canada de jouer un rôle positif dans le sens de la libéralisation du commerce mondial. Les membres des Etats-Unis ont accueilli cette prise de position avec satisfaction et ont rappelé que les Etats-Unis, depuis de nombreuses années, n'ont cessé de tendre vers ces mêmes objectifs. Le Comité a souligné l'importance de la décision prise récemment par la réunion ministérielle du GATT d'étudier de nouvelles méthodes pour la réduction multilatérale des obstacles s'opposant aux échanges commerciaux et pour la libéralisation du commerce. Les membres des Etats-Unis ont tenu à signaler que la nouvelle législation proposée à la session actuelle du Congrès en matière de commerce extérieur devrait, dans l'intention de ses auteurs, jouer un grand rôle dans le sens de cet objectif.

6. Les membres des Etats-Unis ont exposé la nature générale et les buts du programme d'expansion commerciale que l'Administration des Etats-Unis doit présenter au Congrès; si ce programme est adopté, il permettra aux Etats-Unis de collaborer davantage au développement des échanges internationaux sur une base multilatérale, et par là de contribuer de façon appréciable au renforcement du monde libre et au développement de sa prospérité.

7. Le Comité a examiné les problèmes qui tendent à restreindre le commerce international des denrées agricoles et il a souligné l'importance qui s'attache à ce que des accords internationaux assurent aux producteurs agricoles un accès suffisant aux marchés mondiaux. Les mesures qui seraient prises en conformité de ces accords devraient tenir compte des avantages dont jouissent différents pays pour ce qui est de la production des denrées agricoles. Les ministres des Etats-Unis et du Canada ont exprimé le voeu que les entretiens internationaux à venir contribueront efficacement à la libéralisation et à l'expansion du commerce international des denrées agricoles.

8. Le Comité a pris note des négociations actuelles entre la Grande-Bretagne et la Communauté économique européenne, ainsi que des vastes répercussions qu'aurait dans le monde entier l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Le Comité a reconnu la grande importance du Commonwealth, association unique en son genre d'Etats libres, qui relie cinq continents, ainsi que la contribution positive qu'il apporte à la paix et à la stabilité mondiales.

9. Les ministres canadiens ont souligné que les rapports commerciaux du Commonwealth, y compris l'échange de préférences et le droit traditionnel de libre entrée sur le marché du Royaume-Uni, constituent un élément essentiel de la cohésion du Commonwealth. Ils ont fait ressortir l'importance qu'attache le gouvernement canadien aux efforts

de la Grande-Bretagne, dans ses négociations avec la CEE, pour sauvegarder les intérêts commerciaux du Canada et des autres pays du Commonwealth.

10. Le Comité rappelle les conclusions positives de la récente réunion ministérielle du GATT touchant le commerce des pays sous-développés. Il réaffirme que les deux pays suivent toujours pour ligne de conduite de seconder les efforts que déploient ces pays pour étendre leur commerce et améliorer leur niveau de vie.

11. Le Comité reconnaît que les échanges de vue directs à l'échelon du Cabinet sont utiles au maintien d'une saine et efficace collaboration économique entre le Canada et les Etats-Unis. Un tel esprit d'entente et de collaboration sera plus nécessaire encore dans les années à venir, si l'on veut que chaque pays joue son rôle dans un monde en évolution, en tenant pleinement compte des intérêts et des aspirations essentiels des autres Etats.